



Municipalité de Ferme-Neuve

1^{er} AVIS PUBLIC

ARTICLES 247.1 ET 73 DE LA LOI SUR LES COMPÉTENCES MUNICIPALES

PRENEZ AVIS que la Municipalité de Ferme-Neuve entend se prévaloir des dispositions des articles 247.1 et 73 de la *Loi sur les compétences municipales* et ce, sur les rues ci-après décrites.

Par le présent avis, j'atteste qu'une copie de la description technique des voies de circulations mentionnées ci-dessous, préparée par M. Guy Létourneau, arpenteur-géomètre, a été déposée au bureau de la Municipalité et que le conseil municipal a approuvé le 11 février 2019 par sa résolution numéro 2019-02-049, ces descriptions décrites d'après le cadastre en vigueur :

Lots - Cadastre du Québec Circonscription foncière de Labelle	Superficie (m²)
5 090 308	11,0
5 090 304	128,0
5 090 271	150,8
5 090 292	100,9
5 090 291	46,5
5 090 296	216,8
5 090 283	192,1
5 090 309	1 186,6
5 090 293	611,2
5 090 297	1 055,4
5 090 278	394,5
5 090 994	262,6
5 091 664	335,8
5 090 576	324,6
5 090 575	1 813,7
5 090 600	4 076,5
5 090 584	5 496,2
5 090 598	1 635,0
5 090 593	513,5
5 090 585	4,1

Les immeubles détaillés dans le présent avis deviennent la propriété de la Municipalité rétroactivement au 31 décembre 2005, à compter de la date de cette publication. Les personnes concernées par le présent avis sont invitées à prendre connaissance des dispositions de l'article 74 de la *Loi sur les compétences municipales*, qui se lit intégralement comme suit :

« 74. Tout droit réel auquel peut prétendre une personne à l'égard du terrain visé par la description prévue à l'article 73 est éteint à compter de la première publication de l'avis prévu à cet article.

Le titulaire d'un droit réel éteint en vertu du premier alinéa peut toutefois réclamer à la municipalité une indemnité en compensation pour la perte de ce droit. À défaut d'entente, le montant de l'indemnité est fixé par le Tribunal administratif du Québec à la demande de la personne qui la réclame ou de la municipalité et les articles 58 à 68 de la Loi sur l'expropriation (chapitre E-24) s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires.

Le droit à l'indemnité visé au deuxième alinéa se prescrit par trois ans à compter de la deuxième publication de l'avis faite conformément à l'article 73.»

Toute personne intéressée peut consulter la description technique au bureau de la soussignée située à l'adresse civique 125, 12^e Rue, Ferme-Neuve, pendant les heures normales de bureau.

Fait à la Municipalité de Ferme-Neuve
Ce 13 février 2019.



Madame Bernadette Ouellette
Directrice générale

CERTIFICAT DE PUBLICATION

Je soussignée, **Bernadette Ouellette**, directrice générale et secrétaire-trésorière, certifie sous mon serment d'office que j'ai publié l'avis ci-joint conformément à la Loi, le 13^e jour de février 2019.

En foi de quoi, je donne ce certificat à Ferme-Neuve, ce 13^e jour de février 2019.



Bernadette Ouellette,
Directrice générale et
Secrétaire-trésorière